

18. február 1939, Budapešť.

Dohoda o úprave štátneho občianstva a opcie medzi Česko-Slovenskou republikou a Maďarským kráľovstvom, podpísaná predsedom česko-slovenskej právnej delegácie M. Mičúrom a štátnym tajomníkom maďarského ministerstva vnútra K. Tomcsányim.

Convention

entre la République Tchéco-Slovaque et le Royaume de Hongrie au sujet du règlement des questions de nationalité en relation avec la réunion du territoire adjugé à la Hongrie en vertu de la Décision arbitrale de Vienne du 2 novembre 1938.¹

Le Président de la République Tchéco-Slovaque et Son Altesse Sérénissime le Régent du Royaume de Hongrie, animés du désir de régler les questions de nationalité en relation avec la réunion du territoire adjugé à la Hongrie par la Décision arbitrale de Vienne, ont résolu de conclure une Convention à cet effet et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires respectifs,

Le Président de la République Tchéco-Slovaque:

Monsieur le Docteur Martin Mičura, ancien Ministre, Président de la Cour d'Appel a Bratislava, et Son Altesse Sérénissime le Régent du Royaume de Hongrie:

Monsieur le Docteur Coloman de Tomcsányi, Secrétaire d'Etat au Ministère Royal Hongrois de l'Intérieur, lesquels, après avoir échangé leurs pleinspouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivante:

Article premier.

Ceux des habitants des territoires réunis à la Hongrie en vertu de la Décision arbitrale de Vienne du 2 novembre 1938, qui, à la date de l'entrée en vigueur du Traité de Trianon, étaient indubitablement ressortissants hongrois conformément aux dispositions légales hongroises en vigueur à cette époque et ont leur domicile fixe depuis le 2 novembre 1928 sur les territoires en question, réacquièrent, avec effet à partir du 2 novembre 1938 – avec la perte simultanée de la nationalité tchéco-slovaque acquise sur la base du Traité de Trianon – la nationalité hongroise sans aucune mesure administrative.

La nationalité du mari, qui, de cette façon, a réacquis la nationalité hongroise, s'étend sur sa femme et sur ses enfants légitimes âgés de moins de 24 ans. L'enfant né hors mariage et âgé de moins de 24 ans suit la nationalité de sa mère.

En ce qui concerne l'application des dispositions du présent article, pour les enfants orphelins de père et de mère ou orphelins de père et nés après l'entrée en vigueur du Traité de Trianon, la nationalité hongroise de leur père, et s'ils sont nés hors mariage; celle de leur mère, possédée à la date de l'entrée en vigueur du Traité de Trianon, est déterminante.

L'orphelin né après le 2 novembre 1928 – en tant que ses parents, respectivement sa mère, ont perdu la nationalité hongroise en vertu du Traité de Trianon – réacquiert la nationalité hongroise sans aucune mesure administrative, s'il avait son domicile fixe depuis sa naissance sur le territoire réuni à la Hongrie.

Article 2.

Ceux des habitants des territoires réunis à la Hongrie qui ne remplissent pas les conditions exigées par l'article premier, ainsi que ceux qui les remplissent, mais qui étaient devenus ressortis-

sants tchéco-slovaques par suite du droit d'option exercé dans le temps en vertu de l'article 64 du Traité de Trianon, conservent leur nationalité tchéco-slovaque.

Ces personnes ne peuvent acquérir, respectivement réacquérir la nationalité hongroise que par naturalisation, respectivement par réintégration, sur base des dispositions légales hongroises régissant cette matière.

Ceux des ressortissants tchéco-slovaques de race hongroise qui sont émigrés dans un Etat tiers avant le 2 novembre 1938, peuvent également réacquérir, par réintégration, la nationalité hongroise, en tant qu'ils étaient indubitablement ressortissants hongrois à la date de l'entrée en vigueur du Traité de Trianon et avaient, avant leur émigration, leur domicile fixe sur le territoire réuni à la Hongrie.

Article 3.

Les personnes de race tchèque, slovaque ou ruthène (ruzsín), tombant sous l'application de l'article premier, auront, dans le délai de 6 mois à partir de l'entrée en vigueur de la présente Convention, la faculté de réclamer le maintien de la nationalité tchéco-slovaque.

L'effet légal de l'option s'accomplit le 2 novembre 1938.

Article 4.

En ce qui concerne les autres conditions et les modalités de l'exercice de l'option, les Hautes Parties Contractantes conviennent de ce qui suit:

a) L'option devra être présentée dans la République Tchéco-Slovaque, suivant le pays d'origine de l'optant, au Ministère de l'Intérieur à Praha, au Ministère de l'Intérieur de la Slovaquie à Bratislava, respectivement au Gouvernement de la Karpatská Ukrajina à Chust. Si l'optant réside en dehors du territoire de la République Tchéco-Slovaque, il devra présenter l'option à la représentation diplomatique ou consulaire tchéco-slovaque compétente.

b) L'optant est tenu à faire part en même temps de l'option à l'autorité administrative hongroise (főszolgabíró, polgármester) compétente selon sa résidence aussi. Si, au moment de l'option, l'optant réside ou séjourne en dehors du territoire de la Hongrie, il fera cette déclaration à la représentation diplomatique ou consulaire hongroise compétente.

c) Toute personne âgée de plus de 18 ans et non frappée d'incapacité exercera le droit d'option en son propre nom.

d) L'option du mari entraîne celle de sa femme vivant ensemble avec lui et de ses enfants légitimes mineur âgés de moins de 18 ans. L'option de la mère entraîne celle des enfants nés hors mariage et âgés de moins de 18 ans. L'option de la veuve entraîne celle de ses enfants placés sous sa tutelle et âgés de moins de 18 ans.

e) Au nom de l'enfant âgé de moins de 18 ans et au nom d'une personne frappée d'incapacité soumise à la puissance paternelle ou mise sous tutelle ou curatelle, c'est le représentant légal qui exercera le droit d'option.

f) Pour l'appréciation des formalités requises par le présent article, le jour de la présentation de l'option sera déterminant.

g) L'option exercée en temps utile ne pourra pas être retirée. L'option exercée par le représentant légal pourra, cependant être retirée, dans le délai prévu pour l'option, par celui qui dans l'entretemps, a atteint l'âge de 18 ans ou est devenu capable.

h) Sur la question de savoir, si les conditions de l'option sont acquises, il est aux autorités tchéco-slovaques désignées dans la première phrase de l'article 4, point a, de se prononcer dans 6 mois à partir de l'expiration du délai prévu pour l'option; ces autorités informeront de leur décision et le gouvernement hongrois et la partie intéressée dans les 6 mois suivants.

Si les autorités tchéco-slovaques susmentionnées ne se prononcent pas dans ce délai l'option doit être considérée comme valable en droit.

i) L'option doit être faite par écrit et l'autorité recevante en délivrera à l'optant une attestation.

Article 5.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent que les optants devront, dans le délai de 6 mois à compter du jour de la remise de la décision de l'autorité tchéco-slovaque prise au sujet de la reconnaissance de l'option, ou, à défaut d'une telle décision, à partir du dernier jour du délai mentionné sous le point h) de l'article 4, transporter leur domicile sur le territoire de la République Tchéco-Slovaque.

Le Gouvernement de la République Tchéco-Slovaque s'engage à n'empêcher en aucune façon l'immigration de l'optant.

L'optant pourra, avec une permission ou moyennant une attestation de la Banque Nationale de Hongrie, à délivrer sur demande, exporter ses biens meubles et valeurs cidessous désignés.

Peuvent être exportés: les objets d'ameublement de l'optant, les provisions habituelles faisant partie de son ménage, ses effets personnels (vêtements, linge et semblables), les outils nécessaires à l'exercice de sa profession, ainsi que les titres lui appartenant et émis par un débiteur ayant son domicile ou son siège sur le territoire actuel de la République Tchéco-Slovaque.

La possibilité et les modalités du transfert des sommes en pengö, ainsi que la possibilité et les modalités de l'exportation des instruments de paiement libellés en couronnes tchéco-slovaques, mis à la disposition de la partie intéressée par la Banque nationale de Hongrie ou se trouvant d'une autre façon dans sa possession, demeurent assujetties aux accords en vigueur entre les Banques d'émission des deux Etats.

En règle, la Banque Nationale de Hongrie n'autorisera pas l'exportation de l'or, de l'argent et du platine (exception faite des objets habituels destinés à l'usage personnel fabriqués de ce métaux, et ceci dans une quantité correspondante à la situation de fortune de l'optant), ni celle des collections et œuvres d'art possédant, selon l'appréciation des autorités hongroises compétentes, une valeur historique ou autrement importante. Il en est de même en ce qui concerne l'exportation de tels titres, devises ou instruments de paiement destinés à remplacer la monnaie qui ne tombent pas sous les stipulations de l'alinéa précédent.

Les autorités compétentes des deux pays se concerteront en vue du règlement des cas spéciaux.

La Banque Nationale de Hongrie, pour autant qu'elle autorise les exportations, délivrera les permis ou les certificats y relatifs sans que l'optant ait versé la contre-valeur en devises étrangères des objets à exporter, ou sans qu'il en ait assumé l'obligation. Les permis ou les certificats d'exportation pourront être délivrés également par les succursales compétentes de la Banque Nationale de Hongrie.

Les objets exportés ne seront grevés d'aucune taxe, droit de douane ou autre redevance fiscale, en raison de leur exportation.

Les dispositions des alinéas 3 – 9 du présent article ne pourront être appliquées qu'à l'optant qui prouvera qu'il a satisfait à l'obligation de faire sa déclaration prévue par le point b) de l'article 4.

Article 6.

La présente Convention entrera en vigueur le 1^{er} mars 1939²

Fait à Budapest, en double original, le 18 février 1939.³

Dr. Martin Mičura m. p.

Dr. Koloman de Tomcsányi m. p.

Dohoda

*medzi Česko-Slovenskou republikou a Maďarským kráľovstvom o úprave otázok štátneho občianstva vyplývajú-
cich z pripojenia územia prisúdeného Maďarsku arbitrážnym výrokom vo Viedni 2. novembra 1938¹.*

Prezident Česko-Slovenskej republiky a Jeho Najjasnejšia Výsosť správca Maďarského kráľovstva, preniknu-
ti želaním upraviť otázky štátneho občianstva vyplývajúce z pripojenia územia prisúdeného Maďarsku viedenským
arbitrážnym výrokom, sa rozhodli uzavrieť dohodu a menovali svojich splnomocnenecov.

Prezident Republiky Česko-Slovenskej pána Dr. Martina Mičuru, bývalého ministra, predsedu najvyššieho
súdu v Bratislave, a Jeho Najjasnejšia Výsosť správca Maďarského kráľovstva pána Dr. Kolomana Tomcsányiho,
štátneho tajomníka na Kráľovskom ministerstve vnútra, ktorí si vymenili svoje plné moci, preskúmali ich v dobrej
a náležitej forme a dohodli sa na nasledujúcich ustanoveniach:

Článok 1.

Maďarskú štátnu príslušnosť nadobúdajú s účinkom od 2. novembra 1938 pri súčasnej strate česko-sloven-
skej štátnej príslušnosti získanej na základe Trianonskej zmluvy bez akéhokoľvek správneho (administratívneho)
opatrenia tí obyvatelia územia pripojeného k Maďarsku na základe viedenského arbitrážneho výroku z 2. novembra
1938, ktorí v deň nadobudnutia účinnosti Trianonskej zmluvy boli podľa vtedy platných maďarských právnych pred-
pisov nepochybne maďarskými štátnymi občanmi a ktorí od 2. novembra 1928 majú na uvedenom mieste trvalé
bydlisko.

Štátna príslušnosť manžela, ktorý takýmto spôsobom opäť nadobudol maďarské štátne občianstvo, sa vzťahu-
je na jeho manželku a na manželské deti mladšie ako 24 rokov. Dieťa narodené mimo manželstva a mladšie ako 24
rokov sleduje štátnu príslušnosť matky.

Pokiaľ ide o aplikovanie ustanovení tohto článku na úplné siroty alebo siroty narodené bez otca, od vstupu do
platnosti Trianonskej zmluvy rozhoduje maďarská štátna príslušnosť otca. Ak sa narodili mimo manželstva, prísluš-
nosť matky, ktorú mali v čase, keď nadobudla platnosť Trianonská zmluva.

Sirota narodená po 2. novembri 1928 nadobúda maďarské štátne občianstvo bez akéhokoľvek administratív-
neho opatrenia v prípade, že od narodenia mala trvalé bydlisko na pripojenom území k Maďarsku, ak jej rodičia,
respektive matka, stratili maďarské štátne občianstvo na základe Trianonskej zmluvy.

Článok 2.

Tí obyvatelia pripojeného územia k Maďarsku, ktorí nevyhovujú podmienkam stanoveným v článku 1., ako aj
tí, ktorí im vyhovujú, ale stali sa česko-slovenskými štátnymi občanmi vykonaním opčného práva v zmysle článku
64 Trianonskej zmluvy, si podržia svoju česko-slovenskú štátnu príslušnosť.

Tieto osoby môžu nadobudnúť, prípadne znova nadobudnúť občianstvo len naturalizáciou, prípadne repatriá-
ciou podľa príslušných maďarských právnych noriem.

Z česko-slovenských príslušníkov maďarskej národnosti, ktorí sa vysťahovali do niektorého tretieho štátu
pred novembrom 1938, môžu repatriáciou nadobudnúť maďarské štátne občianstvo aj tí, ktorí boli nepochybne
maďarskými štátnymi občanmi v deň, keď nadobudla platnosť Trianonská zmluva a pred vysťahovaním mali svoje
trvalé bydlisko na území pripojenom k Maďarsku.

Článok 3.

Osoby českej, slovenskej alebo rusinskej národnosti, na ktoré sa vzťahuje článok 1., môžu do šiestich mesiacov
od dňa, keď táto dohoda vstúpi do platnosti, požiadať, aby im bolo ponechané česko-slovenské štátne občianstvo.

Právny účinok opcie nastáva dňom 2. novembra 1938.

Článok 4.

Pokiaľ ide o ostatné podmienky opcie a spôsoby jej vykonania, Vysoké zmluvné strany sa dohodli nasledovne:

a) V Česko-Slovenskej republike treba opčné vyhlásenie podať alebo ministerstvu vnútra v Prahe, alebo ministerstvu vnútra Slovenskej krajiny v Bratislave, prípadne vláde Karpatskej Ukrajiny v Chuste podľa toho, z ktorej krajiny optant pochádza.

Ak optant býva mimo územia Česko-Slovenskej republiky, musí podať opčné vyhlásenie príslušnému česko-slovenskému diplomatickému zastupiteľskému alebo konzulárnemu úradu.

b) Súčasne je optant povinný oznámiť vykonanie opcie príslušnému správne mu maďarskému úradu (főszolgabíró, polgármester) podľa miesta pobytu. Ak optant v čase opcie býva alebo sa zdržuje mimo územia Maďarska, podá toto vyhlásenie príslušnému maďarskému diplomatickému alebo konzulárnemu úradu.

c) Každá osoba staršia ako 18 rokov, ktorá nie je nespôsobilá na výkon, vykoná opčné právo samostatne.

d) Opcia manžela sa vzťahuje na jeho manželku žijúcu v spoločnej domácnosti a na zákonné nedospelé deti mladšie ako 18 rokov. Opcia matky sa vzťahuje na deti narodené mimo manželstva a mladšie ako 18 rokov. Opcia vdovy sa vzťahuje na jej deti mladšie ako 18 rokov, ak sú pod jej tŕstvom.

e) V mene mladšieho dieťaťa ako 18 rokov a v mene osoby pozbavenej svojprávnosti alebo postavenej pod tŕstvo alebo opatrovnictvo vykoná opčné právo jej zákonný zástupca.

f) Pre posúdenie náležitosti opcie, stanovených v tomto článku, je rozhodujúci deň, keď bolo podané opčné vyhlásenie.

g) Opcia vykonaná v stanovenom čase nemôže byť odvolaná. Opciu, ktorú vykoná zákonný zástupca, môže však odvolať v lehote stanovenej pre výkon opčného práva a to ten, kto medzitým dovŕšil 18 rokov alebo sa stal spôsobilý na právny výkon.

h) Česko-slovenské úrady, uvedené v prvej vete článku 4 bodu a) sa vyslovia do šiestich mesiacov od dňa, keď vyprší lehota stanovená pre výkon opcie, či sú splnené podmienky opcie. Tieto úrady oznámia svoje rozhodnutie tak maďarskej vláde, ako aj zainteresovanej strane v priebehu nasledujúcich šiestich mesiacov.

Ak sa uvedené česko-slovenské úrady nevyslovia v tejto lehote, opciu treba pokladať za právne účinnú.

i) Opčné vyhlásenie sa musí vykonať písomne a prijímajúci úrad vydá o tom optantovi potvrdenie.

Článok 5.

Vysoké zmluvné strany sa zhodujú v tom, že optanti v lehote 6 mesiacov sú povinní preniesť svoje bydlisko na územie Česko-Slovenskej republiky a to od dňa, keď bolo doručené rozhodnutie česko-slovenského úradu, že opcia bola uznaná a v prípade, že toto rozhodnutie nebolo vynesené, od posledného dňa lehoty uvedenej v bode h) článku 4.

Vláda česko-slovenskej republiky sa zaväzuje, že nebude klásť optantovi žiadne prekážky pri prisťahovaní.

Optant s povolením a potvrdením maďarskej Národnej banky, ktoré bude vydané na žiadosť, môže vyviesť nižšie uvedený huteľný majetok a cennosti.

Vyviesť možno: Predmety bytového zariadenia, bežné zásoby pre domácnosť, predmety určené na osobnú spotrebu (šaty, bielizeň a pod.), pracovné nástroje potrebné na vykonávanie povolania, ako aj cenné papiere jemu patriace vydané dlžníkom, ktorý býva alebo sídli na terajšom území Česko-Slovenskej republiky.

Možnosť a spôsoby transféru financií v pengő, možnosti a spôsoby vývozu platobných prostriedkov znejúcich na česko-slovenské koruny, ktoré maďarská Národná banka dala záujemcovi k dispozícii, podliehajú dohodám platným medzi emisnými bankami oboch štátov.

Maďarská Národná banka spravidla nedovoľuje vývoz zlata, striebra a platiny (s výnimkou obvyklých predmetov zhotovených z týchto kovov, ktoré sú určené na osobnú spotrebu a to v množstve, ktoré zodpovedá majetkovým pomeroch optanta), ani zbierky a umelecké predmety, ktoré podľa posudku príslušných maďarských úradov

majú osobitnú alebo historickú cenu. To isté platí o vývoze takých cenných papierov, devíz a platobných prostriedkov nahradzujúcich peniaze, na ktoré sa nevzťahujú ustanovenia predchádzajúceho odstavca.

Príslušné úrady oboch štátov sa dohodnú o úprave osobitných prípadov.

Ak maďarská Národná banka povolí vývoz, vydá potrebné povolenie alebo potvrdenie bez toho, aby optant musel skladať protihodnotu predmetov, ktoré zamýšľa vyviešť v cudzozemských devízach alebo sa zaviazaf k takejto povinnosti. Aj príslušné filiálky maďarskej Národnej banky budú oprávnené vydávať vývozné povolenia a potvrdenia.

Predmety na vývoz nebudú zaťažené žiadnym poplatkom, clom alebo fiškálnou dávkou z dôvodu ich vývozu.

Ustanovenia odstavcov 3 - 9 tohto článku sa môžu aplikovať len na optanta, ktorý preukáže, že vyhovel oznamovacej povinnosti v bode b) článku 4.

Článok 6.

Táto dohoda nadobúda platnosť 1. marca 1939.²

V Budapešti v dvoch pôvodných vyhotoveniach 18. februára 1939.³

Dr. Martin Mičura, v. r.

Dr. Koloman de Tomcsányi, v. r.

SNA, MPs, kart. 134, inv. č. 171. Cyklostyl.

Sbírka zákonů a nařízení I. Ročník 1939. Praha 1939, č. 43, s. 236 - 240.

¹ Pozri VA, Dokumenty I., s. 203 - 205, č. dok. 139.

² Česko-slovenský prezident podpísal dohodu 27. 2. 1939.

³ Dohoda obsahovala aj dôverný protokol tohto znenia: „Pri príležitosti podpísania dohody o štátnom občianstve, ktorá bola uzavretá v dôsledku odstúpenia územia, splnomocnení obidvoma zmluvnými stranami vo vzťahu medzi Česko-Slovenskom a Maďarskom vyhlasujú toto: Vedúci česko-slovenskej a maďarskej delegácie konštatujú, že dohoda podpísaná na základe splnomocnenia hláv štátov a právne plne účinná bude 28. februára 1939 uverejnená súčasne v oboch štátoch v Česko-Slovensku i Maďarsku. Predseda česko-slovenskej delegácie vyhlasuje vo svojom mene i v mene svojej vlády, že vydané opatrenia v Česko-Slovensku vo veci preskúmania štátneho občianstva nie sú v žiadnom ohľade namierené proti česko-slovenským občanom maďarskej národnosti, ktorí sa stali česko-slovenskými občanmi na základe Trianonskej zmluvy pri strate ich bývalého štátneho občianstva a rovnako osoby, ktoré podľa článku 2 tejto zmluvy zostávajú česko-slovenskými štátnymi občanmi budú pokladaní za plne rovnoprávnych česko-slovenských štátnych občanov. Predseda maďarskej delegácie tieto vyhlásenia s uspokojením berie na vedomie a súčasne vyhlasuje, že z maďarskej strany si uvedená otázka nevyžaduje novú úpravu, pretože platné právne normy obsahujú dostatočné ustanovenia. Súčasne vyhlasuje, že práce vyplývajúce z článku 5 dohody Maďarská národná banka prednostne vybaví. Po schválení protokol podpísaný. Dr. Martin Mičura, v. r., Dr. Coloman de Tomcsányi, v. r.“ - SNA, MPs, kart. 134, inv. č. 171.

18. február 1939, Budapešť.

Dôvodová správa česko-slovenskej delegácie k dohode o štátnom občianstve medzi Česko-Slovenskou republikou a Maďarským kráľovstvom.

Dôvodová správa¹

Bod 4. viedenského arbitrážneho výroku ustanovil, že zvláštny výbor česko-slovensko-ma-